
L'impossible rencontre : nationalistes irlandais et républicains français dans la première moitié du XIX^e siècle

The impossible meeting: Irish nationalists and French republicans in the first half of the 19th century

Laurent Colantonio



Édition électronique

URL : <http://lrf.revues.org/1683>

DOI : 10.4000/lrf.1683

ISSN : 2105-2557

Éditeur

Institut d'Histoire de la Révolution
française

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Référence électronique

Laurent Colantonio, « L'impossible rencontre : nationalistes irlandais et républicains français dans la première moitié du XIX^e siècle », *La Révolution française* [En ligne], 11 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2016, Consulté le 01 octobre 2017. URL : <http://lrf.revues.org/1683> ; DOI : 10.4000/lrf.1683

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2017.

© La Révolution française

L'impossible rencontre : nationalistes irlandais et républicains français dans la première moitié du XIX^e siècle

The impossible meeting: Irish nationalists and French republicans in the first half of the 19th century

Laurent Colantonio

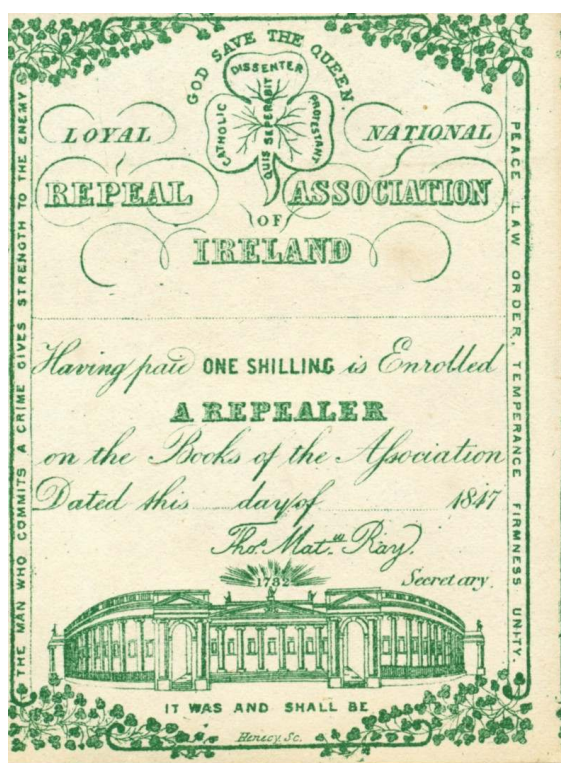
- 1 Après l'échec de l'intervention française conduite par le général Humbert en 1798, les liens entre les républicains français et les nationalistes irlandais se sont durablement dénoués. Au-delà de la seule défaite militaire, cet article propose une réflexion sur ce qui a changé en Irlande et a contribué à cette « dé-connexion » dans les premières décennies du XIX^e siècle. Il voudrait aussi souligner à quel point ce passé commun républicain est malgré tout resté très présent, au sens où il n'a pas cessé de produire des discours et des effets politiques dans les deux pays, au moins jusqu'en 1848. En Irlande d'abord, où les nationalistes, et en particulier leur figure de proue Daniel O'Connell (1775-1847), ont largement tracé les contours de leur dessein politique à l'aune des dernières décennies du XVIII^e siècle, en faisant du « moment républicain » des années 1790 un véritable repoussoir. En France ensuite, où les républicains de la monarchie de Juillet, en dépit d'incontestables divergences, ont longtemps cru en la possibilité de ranimer l'alliance franco-irlandaise contre les tyrans et les rois. Nous déroulerons enfin le fil de cette « impossible rencontre » jusqu'en 1848, quand la France redevenue républicaine est cette fois restée sourde aux sollicitations de nationalistes qui, pendant quelques mois, ont ravivé le projet d'établir une République en Irlande, un demi-siècle après les Irlandais Unis. Si l'essentiel de ma démonstration repose sur l'analyse d'un corpus de sources originales, françaises et irlandaises – discours et lettres publiques, correspondances, presse, fonds d'archives, iconographie –, elle s'inscrit aussi, en particulier pour les pages

concernant le « rendez-vous manqué » de 1848, dans le sillage des riches travaux déjà disponibles.

Daniel O'Connell ou la République rejetée

- 2 Le premier XIX^e siècle, avant 1848, n'est guère favorable aux républicains, ni à la République. En France, elle disparaît ; en Irlande, après l'Acte d'Union (1800) et le soulèvement avorté de Robert Emmet (1803), la République comme horizon politique est reléguée dans les souterrains de l'histoire¹. Jusqu'au milieu des années 1840, le nationalisme a clairement changé de cap, et s'ils agissent toujours au nom de la liberté et de la souveraineté nationale, voire de la souveraineté populaire, ses acteurs n'envisagent plus l'avenir dans un cadre républicain.
- 3 Désormais, l'abrogation de l'Union entre l'Irlande et la Grande-Bretagne devient la principale revendication, avec pour corollaire le rétablissement des institutions représentatives irlandaises, au premier rang desquelles le Parlement réformé qui siégea à Dublin entre 1782 et 1800. La référence à ce « Parlement de 1782 », cet autre passé proche, symbole d'une souveraineté politique reconquise sur la métropole, est omniprésente chez O'Connell. Dès son premier discours contre l'Union, en 1800, il rappelle : « L'indépendance de notre corps législatif [a été] glorieusement affirmée en cette année 1782². »
- 4 Le programme politique des nationalistes à l'époque d'O'Connell est clairement affiché sur cette carte d'adhérent à l'Association pour l'abrogation de l'Union **[figure 1]**. Par l'entremise d'une très modeste cotisation (« un shilling ») qu'ils étaient en mesure d'acquitter, des dizaines de milliers d'Irlandais ont ainsi participé à l'impressionnante mobilisation populaire qui concrétisa, en marge des voies électorales et parlementaires, la reconquête de l'espace politique par les catholiques, pour la plupart encore exclus du vote, dans la première moitié du XIX^e siècle. Sur ce document resté vierge, « 1782 » est entouré d'un halo de lumière qui surplombe College Green, le bâtiment où siégeait le parlement national jusqu'en 1800. Daniel O'Connell a très souvent décrit « la Constitution de 1782 » comme un bouleversement politique aux effets socio-économiques majeurs : « Jamais révolution ne fut aussi salutaire que celle de 1782 », déclare-t-il par exemple en 1830. « Elle a accru la liberté et amélioré la sécurité de la population. Elle a favorisé la propriété de chaque individu. Dans les dix années qui ont suivi cette révolution, l'Irlande a prospéré plus vite qu'aucun autre pays sur une période aussi courte, qu'il s'agisse du commerce, de l'industrie, de l'agriculture [...] ou encore de la respectabilité nationale³. » L'indépendance législative comme remède à tous les maux du pays, tel est le leitmotiv de la carrière du chef irlandais, qui considère Henry Grattan, le principal artisan du tournant de 1782, comme le « plus grand homme que l'Irlande ait jamais connu⁴. »

Figure 1 : Carte d'adhérent à la Loyal National Repeal Association of Ireland, 1847



Source : Loyal National Repeal Association of Ireland Collection, MS2007-019, John J. Burns Library, Boston College

- 5 Les travaux sur le « Parlement de Grattan » montrent que son indépendance et son bilan ont été pour le moins surévalués. Lui attribuer, comme le fait O'Connell, la paternité du développement économique fin-de-siècle est sans doute exagéré. Par ailleurs, en dépit de l'abolition du *Declaratory Act* de 1720 et de la révision de la *Poyning's Law* de 1494, qui instituaient la subordination législative du parlement irlandais, l'émancipation de la tutelle britannique n'a jamais été complète après 1782. Londres conserve en effet le pouvoir (certes peu utilisé jusqu'en 1800) de refuser ou d'amender les lois votées par Dublin et celui de nommer et de contrôler les membres de l'exécutif irlandais (le Lord Lieutenant, le Secrétaire en Chef, etc.) En outre, les réformes de 1792 et 1793, à la suite desquelles disparaissent la plupart des discriminations qui pesaient encore sur les catholiques, ont surtout été impulsées depuis Westminster⁵. En définitive, la référence indépassable au Parlement de Grattan repose sur une lecture très idéalisée du « moment 1782 ». Mais peu importe. Pour O'Connell, ce souvenir élaboré devient moteur d'histoire. Il renvoie à un objectif ayant été atteint par le passé – la conquête de la souveraineté nationale –, qui doit advenir à nouveau, comme le laisse entendre la formule immédiatement placée, sur la carte d'adhérent déjà mentionnée, sous la façade de College Green : « *It was and shall be* » (« Ce qui a été doit être »).
- 6 Un souvenir entretenu par le discours, également cultivé par d'autres faits et rituels, qui ne mobilisent pas nécessairement le langage. Ainsi en 1844. Après un procès retentissant, O'Connell est condamné à un an de détention pour « menées séditionnelles ». Il passe quatorze semaines en prison à Dublin, avant que le jugement ne soit cassé par la Chambre des Lords, soucieuse d'éviter de transformer le prisonnier en martyr. Sa libération, le

6 septembre, est savamment mise en scène : il quitte une première fois les lieux en catimini, à la nuit tombée, pour regagner discrètement son domicile. Au petit matin, il fait le chemin inverse et ressort du pénitencier, cette fois triomphalement, vers 14 heures. Le héros libéré se hisse alors sur son luxueux *Repeal chariot* et amorce une procession à travers les rues de la ville, envahies par la foule. Le moment fort de la journée nous importe ici tout particulièrement. La scène a été « immortalisée » par une gravure de l'*Illustrated London News* [figure 2]. Au moment où il passe entre Trinity College (à droite sur le document) et College Green (invisible sur la gravure), le cortège s'arrête, le public se tait, O'Connell se lève et, en silence, il tend le bras droit et pointe son index vers l'enceinte – la trace – de l'institution dont il demande le rétablissement. Sans un mot, par l'entremise de son geste, tel un prophète, O'Connell indique le sens du combat politique. Le passé idéalisé et le futur à accomplir neutralisent le présent rejeté⁶.

Figure 2: *Illustrated London News*, 14 septembre 1844

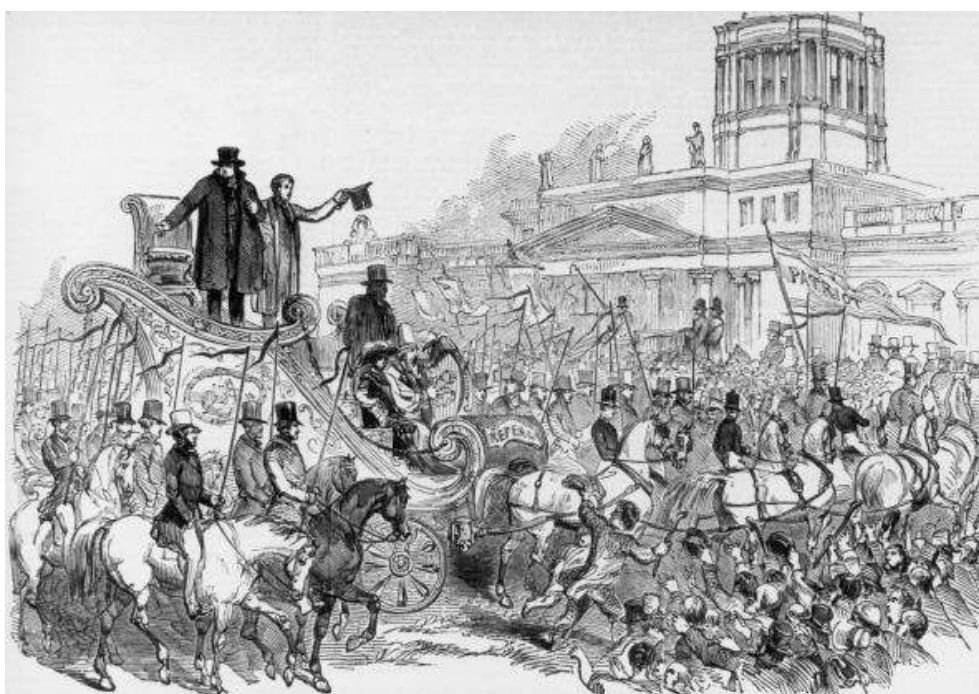


Photo: Hulton Archive/Getty Images

- 7 Plusieurs éléments présents sur la *Repeal Card* de 1847 renvoient à une autre facette du mouvement national à l'époque d'O'Connell : la reconquête de la souveraineté politique est articulée à un projet de redéfinition, et non de rupture, des liens avec la Couronne. Le nom complet de l'association pour l'abrogation de l'Union, *Loyal National Repeal Association*, qui apparaît dans la partie supérieure de la carte, reflète précisément cette double allégeance à la nation et à la monarchie. Un loyalisme encore souligné, sur le même document, par l'hommage rendu à la souveraine : « God Save The Queen » (« Que Dieu protège la Reine »). Une quinzaine d'années plus tôt, sous le règne de Guillaume IV, O'Connell définissait déjà comme horizon politique la « restauration salutaire [du] Parlement irlandais, les liens avec la Grande-Bretagne, un Roi, deux assemblées législatives [l'une à Londres, l'autre à Dublin] », autrement dit l'établissement d'un réel partenariat entre égaux, là où, selon lui, l'Union a instauré une nouvelle forme de subordination de l'Irlande⁷.

- 8 Cette forme spécifique de loyalisme fait, sans surprise, assez largement écho au projet de Grattan et au Parlement de 1782. Elle se distingue en revanche du séparatisme républicain prôné à partir de 1795 par les Irlandais Unis. Theobald Wolfe Tone a souvent porté un jugement sévère sur 1782, une « révolution » incomplète, qui demande trop peu, qui masque la perpétuation d'une situation de soumission aux intérêts d'une minorité passablement corrompue. Non sans ironie, il écrivait dès 1791, dans son *Plaidoyer en faveur des catholiques* : « Qui, parmi les ennemis les plus anciens que compte ce pays, a perdu sa place ou sa pension ? Qui, dans les rangs de l'opposition, a été sollicité pour occuper un poste ou une charge ? Personne ! Le pouvoir est demeuré aux mains de nos ennemis [...] ; à cette différence près qu'auparavant l'Angleterre nous faisait endurer détresse, préjudices et insultes à titre gracieux, quand aujourd'hui cela nous coûte très cher que des Irlandais nous les fassent subir davantage. Or voilà ce que nous nous vantons d'avoir réalisé sous le nom de Révolution⁸ ! »
- 9 L'autre grande divergence entre les Irlandais Unis et les nationalistes de la première moitié du XIX^e siècle réside dans les modalités de l'action collective. O'Connell refuse de faire usage de la violence, comme il le répète à longueur de meeting : « La plus légitime des révolutions politiques ne justifie pas qu'une seule goutte de sang ne soit versée⁹. » La *Repeal Card* de 1847 porte la trace de ce principe. Sur son flanc gauche, de bas en haut, on lit : « L'homme qui commet un crime renforce son ennemi », une autre formule chère au chef irlandais. Plusieurs modèles de cartes d'adhérents imprimées entre 1844 et 1846 rappellent aussi que « L'indépendance législative sera obtenue par la paix et la persévérance¹⁰. »
- 10 Depuis un siècle au moins, biographes et historiens s'interrogent sur l'origine et les raisons profondes de ce rejet catégorique du recours aux armes et à la voie insurrectionnelle.
- 11 L'hypothèse la plus communément avancée nous replonge au temps de la Révolution française. Entre 16 et 18 ans, suivant une pratique courante dans les familles de la *gentry* catholique irlandaise, O'Connell a étudié avec son frère dans différents collèges catholiques sur le continent, notamment à Douai, entre l'été 1792 et l'hiver 1793, à proximité de la zone de feu. Pour les pensionnaires de ces établissements, souvent assimilés à des Anglais, des cléricaux ou des aristocrates, la situation est assez vite devenue critique. Un courrier adressé à sa famille le 17 janvier 1793 témoigne de l'inquiétude du jeune homme, qui ne se sent plus en sécurité : « La situation présente dans ce pays est vraiment alarmante ; [...] nous craignons d'être expulsés¹¹. » Dans la précipitation, il quitte la France pour l'Angleterre quelques jours plus tard, peut-être le 21 janvier¹², date de l'exécution de Louis XVI, en abandonnant sur place le peu qu'il possédait¹³. Pour la plupart des biographes, c'est cette expérience précoce, intime et douloureuse de la France en révolution qui forme la matrice de sa hantise de la violence et de son refus d'employer la « force physique » à des fins politiques. Cette hypothèse mérite d'être questionnée, car elle semble oublier que la violence politique a continué de faire partie de la vie d'O'Connell bien après ce qui aurait constitué une prise de conscience fondatrice et décisive, dès 1792-1793. Sans entrer dans les détails, rappelons d'abord que vers 1796-1797, le jeune homme fut proche des Irlandais Unis, avant de s'en démarquer et de condamner l'insurrection de 1798¹⁴. Par la suite, en 1815, il tue un adversaire politique (John D'Esterre) en duel et passe tout près d'affronter Robert Peel au pistolet, quelques mois plus tard¹⁵. Enfin, il apporte publiquement son soutien à certaines luttes armées à travers le monde, comme celle conduite par Simón Bolívar en Amérique.

Encouragé par son père, l'un des fils d'O'Connell a même servi en 1820-1821 dans les rangs de l'Irish South American Legion, au service du « Libertador » face aux armées espagnoles¹⁶. Quelques années plus tard, en décembre 1824, un discours au cours duquel O'Connell aurait déclaré que si l'Irlande « devait devenir folle à force de persécutions, il espérait qu'un nouveau Bolívar puisse se révéler et que l'esprit des Grecs et des Sud-Américains puisse alors animer le peuple irlandais », lui vaut d'être poursuivi pour incitation à la sédition. Mais les charges s'effondrent aussi vite qu'elles sont apparues, et l'épisode contribue, au contraire, à renforcer sa popularité¹⁷.

- 12 En définitive, sans ignorer la place de l'expérience vécue de jeunesse dans l'émergence de son aversion pour la violence et la révolution armée, il me semble que cette dimension biographique n'est pas suffisante pour expliquer ce qui est ensuite devenu la stratégie politique d'une vie. À mon sens, chez O'Connell, l'« agitation pacifique » est davantage un calcul politique qu'un impératif moral ou le résultat d'un choc émotionnel ou traumatique. Il s'agit avant tout d'un choix dicté par une situation spécifique, comme il le répète dans ses discours : la puissance britannique est telle – l'échec de 1798 lui sert d'ailleurs souvent d'argument – qu'il est vain d'espérer contraindre Londres en faisant parler les armes. À ses yeux, seule une mobilisation populaire de tous les instants est susceptible de créer les conditions d'un rapport de force favorable qui puisse faire plier le gouvernement britannique : « AGITER ! AGITER ! AGITER ! », ponctue-t-il ses discours et ses lettres¹⁸. O'Connell ne croit pas aux vertus du « sacrifice du sang » mais bien plus à celles de la « force morale », de la « force du nombre ». « Pas d'émeute, pas de violence, pas de crime. Mais surtout, pas de désespoir. Nous sommes huit millions¹⁹ ! » Cette subtile stratégie d'action joue en permanence sur la potentialité d'une violence qui deviendrait incontrôlable – même pour lui – si les revendications raisonnables et activement soutenues par le peuple n'étaient finalement pas satisfaites.
- 13 Chaque feuille du trèfle irlandais dessiné sur la *Repeal Card* de 1847 fait référence à l'un des trois principaux cultes pratiqués sur l'île : « Catholic », « Dissenter » (les Presbytériens), « Protestant » (ici synonyme d'Église Établie), et leur bonne entente est affirmée par la devise biblique « Quis Separabit » (« Qui nous séparera ? »), qui est aussi celle de l'Ordre de Saint-Patrick, créé pour l'Irlande par le roi Georges III en 1783. Cet objectif d'une mobilisation de masse dépassant les clivages religieux tendrait à rapprocher O'Connell et Tone, qui se disait déterminé à agir « pour unir tout le peuple d'Irlande [...], pour remplacer les appellations de catholique, protestant et non conformiste par la désignation commune d'Irlandais²⁰. » O'Connell soutient, en principe et dans le discours, ce même idéal inclusif, ouvert, non sectaire, afin de rassembler « le peuple universel d'Irlande²¹ », une formule qu'il affectionne et qui fait directement écho à celle de son aîné. En 1844, quelques années avant sa mort, il déclarait toujours : « Nous voulons la conciliation – protestants, catholiques, non conformistes, Irlandais de toutes les classes, unissons-nous. [...] Notre cause est commune, pas sectaire²². » Les citations pourraient être multipliées, et, en un sens, le besoin de réaffirmer sans cesse l'ambition interconfessionnelle témoigne aussi du fait qu'elle ne va de soi. À dire vrai, dès le début du siècle, et plus encore à partir des années 1820, « le peuple universel d'Irlande » peine à se concrétiser. En devenant un phénomène de masse, le nationalisme s'est catholicisé. La religion s'est installée au cœur des nouvelles pratiques politiques populaires et le combat pour l'amélioration du sort des catholiques, clé de la politisation à cette époque, a fait du catholicisme l'ingrédient principal, envahissant, de la recette nationaliste qui s'est imposée²³.

- 14 Pour penser le présent et le futur, Daniel O'Connell a régulièrement puisé dans un passé lointain, ancestral, le temps des druides et des moines chrétiens (« Dans mes rêveries je revois la période brillante de l'histoire irlandaise où Erin était le foyer des saints et de la science²⁴ »), des rois gaéliques d'Irlande, des harpes et des bardes, des guerriers mythologiques. Une manière d'inscrire et d'enraciner le combat contemporain pour le *self government* dans la continuité de l'âge d'or médiéval, celtique, d'avant l'arrivée des Anglais. Lui-même sait se mettre en scène en héros gaélique des temps modernes²⁵, et le choix de certains sites pour les grands meetings de l'année 1843 renvoie directement à l'imaginaire de la Nation immémoriale. Le 15 août 1843, par exemple, le rassemblement a lieu sur la colline de Tara (*Teamhair na Rí*) où, dit-on, les souverains étaient couronnés au Moyen Âge. « Cette colline », rappelle ce jour-là O'Connell en ouverture de son discours, « où tous les chefs de clan d'Irlande ont fait le serment de protéger ensemble leur pays contre les envahisseurs danois et les étrangers...²⁶ »
- 15 Toutefois, c'est bien la référence à un passé beaucoup plus proche – les dernières décennies du XVIII^e siècle – qui revient le plus souvent chez O'Connell, entre admiration pour le « Parlement de Grattan », son modèle, et condamnation des « hommes de 98 » qui lui servent de repoussoir, dès janvier 1799 dans son journal intime de jeunesse²⁷... jusqu'à la veille de sa mort en 1846 : « Il y avait des hommes de valeur parmi les participants au soulèvement de 1798. Mais, hélas, leur combat était sanguinaire, et ils ont été vaincus par le sang. Leur action a affaibli l'Irlande, et a permis à l'Angleterre de faire adopter l'Union²⁸ . » Très sévère à l'égard des insurgés, l'Irlandais n'attaque pas leurs convictions nationalistes ou leur aspiration à la liberté, mais il fait le constat d'un double échec : celui du projet, républicain, qui a conduit à l'Union, et celui de la méthode : en empruntant le sillon creusé par la France, les Irlandais Unis ont cédé à la sauvagerie révolutionnaire, à l'origine d'un inutile bain de sang. Pour Daniel O'Connell, qui reconnaît par ailleurs que « la Révolution [française] a engendré de bonnes choses²⁹ », la République, sur le modèle français, est clairement associée à la violence et à l'erreur.

L'illusion irlandaise des républicains français

- 16 La campagne pour l'émancipation des catholiques, obtenue en 1829, a contribué à révéler O'Connell au-delà des îles Britanniques. Dans les années 1830, la figure de l'Irlandais s'est ensuite imposée au cœur du débat politique français, dans des proportions aujourd'hui difficiles à imaginer, tant ce « moment O'Connell » est désormais oublié. Sa popularité est en effet devenue à la fois exceptionnelle et largement déconnectée des soubresauts de l'actualité insulaire. O'Connell n'a pas non plus été directement impliqué dans les affaires françaises, et les rares fois où il s'est autorisé, au gré de ses discours publics, à commenter la vie politique hexagonale, le contenu n'a guère été flatteur. En 1830, il condamne le régime oppressif des Bourbons et salue la liberté et les révolutions à Paris et Bruxelles. Moins de deux ans plus tard, il exprime cette fois sa farouche hostilité à l'égard de la monarchie de Juillet, un pouvoir anticlérical (jugé notamment complice du sac de l'Église Saint-Germain-l'Auxerrois), dominé par ceux qu'il désignera quelques années plus tard comme de « prétendus libéraux qui sont davantage les ennemis de la religion que les amis de la liberté³⁰. » Quant aux républicains, associés à la violence révolutionnaire, ils n'obtiennent pas davantage ses faveurs. Et pourtant, en dépit de ces déclarations peu amènes, O'Connell a servi de repère, de source d'inspiration, de modèle en action, d'icône que chacun brandissait, au nom de principes « universels », pour mobiliser ses partisans

ou diaboliser ses adversaires. Ainsi, jusqu'au début des années 1840, l'Irlandais s'est trouvé en France paré de tous les costumes : du libéral respectueux de la légalité au révolutionnaire rebelle, du champion du catholicisme intransigeant au patriote démocrate, avocat du peuple opprimé³¹.

- 17 Pour les républicains des premières années de la monarchie de Juillet, O'Connell incarne le combat universel pour la cause du peuple. Il est le porte-parole des masses, exclues du vote mais désormais agissantes – un statut qu'ils aspiraient à acquérir en France. En 1835, alors même que l'Irlandais se rapproche du gouvernement whig de lord Melbourne, *Le National*, organe républicain, le décrit comme « l'orateur de la démocratie³² » qui poursuit, selon Armand Carrel, une « croisade [...] presque républicaine » contre l'Angleterre aristocratique³³. Lamennais brosse le portrait d'un « colossal révolutionnaire³⁴ », qui s'accorde assez bien avec ce buste [figure 3] reproduit dans un ouvrage à succès publié par l'éditeur républicain Pagnerre³⁵. Avec sa chevelure ébouriffée et son grand foulard noué autour du cou – un attribut du révolutionnaire parisien –, ce portrait tranche assez nettement avec les représentations habituelles du chef irlandais diffusées dans les îles Britanniques. Au milieu des années 1830, une « o'connellite » aiguë semble avoir frappé le camp républicain, comme le remarque l'aristocrate anglaise Frances Trollope dans son *Tableau de la vie parisienne*. Craignant d'être malmenée en cas d'insurrection populaire, elle raconte s'être renseignée auprès d'un militant, qui lui aurait conseillé : « Si j'étais vous, Madame Trollope, je me donnerais pour le moment le nom d'O'Connell [...], un nom révérend » par les républicains parisiens qui partagent « ses vœux généreux pour une république irlandaise³⁶. »

Figure 3 : « Daniel O'Connell »



Source : TIMON [Louis de Cormenin], *Livre des orateurs*, Paris, Pagnerre, 1842 (11^e édition consultable sur Gallica), planche hors texte.

- 18 De plus, à une époque où le camp républicain s'interroge sur l'opportunité de privilégier le coup de force révolutionnaire ou d'engager la contestation radicale dans le cadre de la légalité³⁷, l'agitation pacifique irlandaise, bien structurée et efficace, devient pour certains une précieuse source d'inspiration. Sur l'île, la mobilisation des masses est en mesure de défier l'autorité et de remporter de grandes victoires, comme l'émancipation des catholiques en 1829. L'article « Irlande » du *Dictionnaire politique*, publié en 1842 chez Pagnerre, souligne tout l'intérêt de la stratégie mise en œuvre par O'Connell : « [Il] a su diriger ses compatriotes dans une voie nouvelle de conquêtes, en ne s'écartant jamais de la légalité, en ôtant tout prétexte à ses nombreux ennemis. Échauffés par son impulsion, gouvernés par son intelligence, les Irlandais n'ont jamais cessé depuis qu'il les dirige d'avancer vers des améliorations successives³⁸. »
- 19 Le « Libérateur » de l'Irlande est aussi un soutien recherché. À Lyon et à Paris, au lendemain des insurrections d'avril 1834, la police procède à l'interpellation d'environ 2 000 personnes, dans les milieux républicains. La nuit du 13 juillet 1835, Cavaignac, Marrast et quelques autres s'évadent de la prison de Sainte-Pélagie et se réfugient en Angleterre. En octobre, Lamennais écrit personnellement à O'Connell pour solliciter sa bienveillance à l'égard de trois d'entre eux, Landolphe, Vignerte et Pichonnier : « La cause que vous défendez avec un si rare talent et une persévérance non moins rare, n'est pas la cause d'une seule nation, mais celle de l'humanité, et quiconque souffre pour cette sainte cause a droit, dès lors, à votre intérêt. [...] Ce sont des frères que je vous présente, avec la confiance certaine qu'ils en trouveront un autre en vous³⁹. » Pour toute réponse, O'Connell conseillera quelques années plus tard au prêtre révolté de réintégrer la famille catholique, à laquelle son génie manque cruellement...
- 20 Le procès retentissant des accusés parisiens d'avril 1834 se tient du 16 novembre 1835 au 23 janvier 1836, devant une juridiction exceptionnelle, la chambre des Pairs, constituée pour l'occasion en Haute cour de justice. Dans le cadre de ce « procès-monstre », Daniel O'Connell, avocat de métier, a été sollicité par plusieurs détenus pour venir plaider leur cause à Paris⁴⁰. Un certain Arthur-Jacques Beaumont fait notamment référence, lors de sa déposition, aux conseils de son avocat, « M. O'Connell⁴¹. » Dans un courrier du 8 décembre 1835, rédigé en réponse à une lettre de Beaumont daté du 8 novembre, l'avocat irlandais écrit qu'il ne souhaite pas être associé à la cause des héritiers des horreurs de la Première République, même s'il constate que les républicains d'aujourd'hui sont différents de ceux d'hier : « Je compatissais à vos souffrances [...] mais je souhaite que vous ne vous mépreniez pas sur mon compte, comme ce serait le cas si vous m'imaginiez en accord avec vos opinions politiques républicaines⁴². » C'est dit. O'Connell n'a jamais participé au procès d'avril. Cependant, la déclaration de Beaumont devant ses juges : « Mon avocat, M. O'Connell, [...] m'engage à repousser votre compétence et à refuser les débats », contient une part de vérité. Si l'Irlandais a refusé de venir défendre Beaumont, il lui a bien prodigué par écrit ces quelques conseils⁴³.
- 21 Ces épisodes mettent en lumière l'ampleur des illusions, ou des confusions, républicaines au sujet de Daniel O'Connell. Ils rendent aussi compte de l'écart entre deux manières d'envisager le changement politique et l'émancipation des peuples, deux projets qui par ailleurs ont en commun de se revendiquer de la souveraineté populaire.
- 22 Les républicains français n'ont retenu que la dimension subversive du « roi des mendiants », l'homme qui met en action les foules exclues du vote, le promoteur d'une forme inédite de mobilisation contestataire et populaire⁴⁴. Cet « O'Connell républicain »

semble avoir inquiété le pouvoir politique de la monarchie de Juillet, plusieurs fois alerté au sujet de menaces de collusions séditeuses entre les républicains en exil et les nationalistes irlandais. Le 8 décembre 1837, un rapport de la Direction de la police du royaume sur les activités des Français réfugiés politiques en Angleterre informe le ministre des Affaires étrangères que « Cavaignac et Guinard doivent décidément partir dans le courant de décembre pour Dublin. Cavaignac a de longues entrevues avec O'Connell [sic]. Je crois que l'on a intention de tenter un coup de main républicain en Irlande. » Le 23 décembre, les mêmes informateurs confirment leurs craintes : « Cavaignac et Marrast persistent dans leur projet de voyage à Dublin, dont ils songent toujours à faire le centre de leurs manœuvres révolutionnaires⁴⁵. » Ces supposés contacts n'ont, à ma connaissance, pas laissé d'autres traces. Compte tenu des sentiments peu favorables d'O'Connell à l'égard des républicains⁴⁶, tout porte à croire que ces rumeurs diplomatiques sont infondées ou erronées, et qu'elles s'apparentent plutôt à une forme « d'actualisation » du souvenir de l'époque des expéditions de Hoche et Humbert.

« Qui a peur de parler de Quatre-Vingt-Dix-Huit⁴⁷ ? »

- 23 En Irlande, la mémoire des Irlandais Unis est progressivement réhabilitée au cours des années 1840, puis l'horizon républicain réintègre le champ des possibles après la révolution parisienne de février 1848.
- 24 Le premier retour des « hommes de 98 » est notamment à mettre à l'actif du petit groupe d'intellectuels et de journalistes connu sous le nom de Jeune Irlande, qui fonde en 1842 *The Nation*, un hebdomadaire dont l'audience croît rapidement. *The Nation* est pensé par ses rédacteurs comme un instrument « d'éducation nationale » au service de leurs compatriotes. Dans les colonnes du journal, les articles et les commentaires exaltés sur la littérature, l'histoire, la mythologie, la musique ou la poésie irlandaises côtoient les informations et les réflexions sur l'éducation, la situation économique et politique de l'île. Thomas Davis, le chef de file de cette nouvelle génération de nationalistes, admire beaucoup Tone. Dans son poème « Tone's Grave » (La tombe de Tone), il rend un vibrant hommage à celui qu'il campe en héros digne et vertueux, martyr de la cause irlandaise⁴⁸. De manière générale, le souvenir des Irlandais Unis est ravivé avec précaution et mesure, la plupart du temps sans faire mention des épisodes les plus violents associés au mouvement⁴⁹. À ce stade, les articles valorisent surtout la vision séculaire et irénique des Irlandais Unis, leur conviction que la liberté ne pourra être conquise sans l'unité, sans l'alliance entre les catholiques et les protestants d'Irlande, alors même que le mouvement national, on l'a dit, est de plus en plus étroitement associé au catholicisme dans les années 1840.
- 25 La dimension séditeuse a beau être placée très en retrait, ce discret regain d'intérêt pour les révolutionnaires de la fin du XVIII^e siècle ne suscite pas l'enthousiasme d'O'Connell, d'autant que les rédacteurs de *The Nation* ne se gênent pas, de temps à autre, pour critiquer à mots couverts l'intransigeance du « Libérateur » à l'égard des Irlandais Unis. « Who fears to speak of Ninety-Eight ? », la première ligne du poème de John Kells Ingram, « The Memory of the Dead » (La mémoire des morts), sous-entendu « de 1798 », est une pique indirectement adressée à O'Connell et à tous ceux qui ont choisi d'ignorer ou de jeter le discrédit sur les patriotes de 1798⁵⁰. Toutefois, au-delà de ces quelques escarmouches à fleurets mouchetés, *The Nation* soutient la campagne pour l'abrogation de l'Union, les Jeunes Irlandais s'affichent en *repealers* fidèles à O'Connell et au principe de la

« force morale », et il n'est jamais question de République. Au fond, jusqu'en 1845-1846, le message diffusé par Davis et ses amis est d'abord celui de la concorde et de la réconciliation souhaitée des mémoires patriotes de 1782 et 1798.

- 26 Après plusieurs mois de tensions, au cours desquels la relation privilégiée entre nationalisme et catholicisme est débattue, la scission entre les partisans d'O'Connell et la Jeune Irlande est consommée à l'été 1846, au terme d'un ultime débat sur l'usage de la violence, que le vieux chef refuse toujours d'envisager, même en dernier recours⁵¹. Pourtant, même après la rupture – et la mort d'O'Connell en mai 1847 –, la question du séparatisme, de la République et de la révolution reste très secondaire au sein de la Jeune Irlande devenue Confédération irlandaise (Irish Confederation)... à de rares exceptions près, tel John Mitchel. Dans un article du 22 novembre 1845 qui s'écarte de la ligne habituelle du journal, celui-ci invite les Irlandais à saboter les lignes de chemin de fer qui acheminent les troupes britanniques (qualifiées « d'armées d'invasion ») en Irlande⁵². Isolé, Mitchel fonde le 12 février 1848 un nouvel hebdomadaire, *The United Irishman*, dont le titre ne laisse planer aucun doute sur l'orientation du journal. Dès le premier numéro, Mitchel appelle à l'insurrection pour libérer l'Irlande de l'oppression britannique. Il cite Tone (« Il nous faut obtenir notre indépendance à tout prix ») et la filiation révolutionnaire républicaine est explicitement établie, à une nuance près : « Nous nous distinguons des illustres conspirateurs de Quatre-Vingt-Dix-Huit, non pas sur les principes – non, pas d'un iota – mais sur les modalités d'action. Ils avaient choisi la conspiration secrète – la nôtre est publique⁵³. » Cette fois, à la différence des Jeunes Irlandais de 1842-1845, il n'y a chez Mitchel aucune volonté de proposer une synthèse entre l'esprit de 1782 et celui de 1798. Bien au contraire, les principes politiques de Tone et la rébellion armée (1798) sont brandis *contre* O'Connell et la référence au Parlement de Grattan.
- 27 La donne change avec la révolution de février 1848⁵⁴. En Irlande, malgré le drame de la Grande Famine (1846-1851), la chute de Louis-Philippe suscite tous les espoirs. Les informations en provenance du continent « enivraient le peuple comme s'il s'agissait de vin⁵⁵ », écrit John Mitchel. Des arbres de la liberté sont plantés, on défile au rythme de *La Marseillaise*, traduite par le poète James C. Mangan. L'heure de la revanche des opprimés semble avoir sonné. L'ensemble des forces nationalistes réagit positivement.
- 28 John O'Connell, qui a succédé à son père à la tête de la *Repeal Association*, regrette que « la liberté a[it] été baptisée par le sang⁵⁶ », mais estime toutefois que la révolution a été légitimée, en dernier recours, par la corruption du système et le régime tyrannique et liberticide de Louis-Philippe. Il rend hommage au peuple de Paris pour « la grande modération, le respect absolu de la propriété et de la personne humaine, l'amour de l'ordre et de la paix, et les excellentes dispositions de tous ordres dont il a fait preuve », notamment à l'égard de l'Église catholique. À l'adresse de ses compatriotes, il ajoute cependant que l'Irlande n'est pas la France (« Nous ne sommes pas encore acculés comme la France avait pu l'être ») et que l'agitation constitutionnelle et légale doit rester le credo des nationalistes irlandais⁵⁷.
- 29 *The Nation* salue aussi le courage des Parisiens et le retour au pouvoir des républicains. Mais à la différence de John O'Connell, l'éventualité d'une République irlandaise indépendante, établie s'il le faut par les armes, redevient pensable, même chez les plus modérés parmi les Jeunes irlandais devenus Confédérés. Alors que nombre d'entre eux campaient souvent sur des positions beaucoup plus conservatrices que Daniel O'Connell – à propos de l'esclavage et du suffrage « universel » masculin par exemple –, la plupart,

tels William Smith O'Brien ou Charles Gavan Duffy, se convertissent à la démocratie politique après février. Thomas Meagher met des mots sur son propre basculement : « La révolution en France a fait de moi un démocrate ». Un mois plus tôt, il affirmait en public : « Non, je ne suis pas en faveur d'un mouvement démocratique, je suis en faveur d'un mouvement national – je ne suis pas pour un mouvement comme celui de Paris en 1793, mais pour un mouvement comme celui de Bruxelles en 1830⁵⁸. »

- 30 En Irlande, la position de John Mitchel se trouve confortée par les événements de France. À partir du 25 mars (numéro 7), *The United Irishman* adopte en sous-titre la devise de la jeune République : « LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ ». Le journaliste continue d'y publier des brulots, à l'image de l'article « The French Fashion » (« La mode française »), paru le 4 mars, où il explique comment utiliser, à la manière des révolutionnaires parisiens, les potentialités des rues étroites, comment jeter toute sorte de choses depuis les fenêtres sur la troupe, y compris des pierres et du vitriol, comment s'y prendre pour construire des barricades, fabriquer des bombes artisanales, etc. Au total, un véritable petit précis de guérilla urbaine à la française⁵⁹. Cet article, avec d'autres, a conduit à l'interdiction du journal à la fin du mois de mai 1848 et a valu à son auteur d'être condamné à l'issue d'un procès inique à 14 ans de déportation pour haute trahison, une peine qui transforme le rebelle controversé dans son propre camp en héros de la cause nationale⁶⁰.
- 31 Le 3 avril 1848, dix-sept jours après la réception d'une première délégation des Irlandais de Paris « venue présenter [...] une adresse de félicitations⁶¹ », Alphonse de Lamartine, ministre aux Affaires étrangères et chef du Gouvernement provisoire de la République, s'entretient à l'Hôtel de ville de Paris avec les six membres (dont William Smith O'Brien, Francis Meagher et l'ouvrier tisserand Hollywood) d'une nouvelle députation, représentant cette fois les forces nationalistes de l'île, à l'exception notable des *repealers* de John O'Connell, qui, au dernier moment, ont rejeté la proposition⁶². Les présents sont investis d'une double mission : transmettre « les félicitations [d']un peuple asservi [...] à une nation qui vient de conquérir noblement sa liberté » ; éveiller la « sympathie » du Gouvernement provisoire et obtenir son soutien, comme le souligne William Smith O'Brien dans son adresse : « Nous laissons à l'avenir à développer nos projets, mais nous ne devons pas manquer de vous dire que votre amitié franche et loyale peut beaucoup contribuer à les rendre efficaces, peut en avancer le succès. Nos droits à votre fraternité reposent sur les traditions les plus héroïques de votre histoire⁶³. » Mais Lamartine coupe court aux illusions irlandaises ; il ne prononce pas la moindre phrase d'encouragement à connotation nationaliste. Engagé sur la voie d'une diplomatie apaisée avec les puissances étrangères⁶⁴, le ministre ne déçoit d'ailleurs pas seulement les Irlandais, mais aussi la plupart des délégations de patriotes étrangers qui défilent à l'Hôtel de ville au cours du printemps. Dans le cas des Irlandais, il est de surcroît pressé par l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France, le marquis de Normanby⁶⁵, de confirmer de vive voix ses bonnes dispositions à l'égard de l'Angleterre. Chaque mot est soigneusement pesé pour rassurer Londres, 1798 est bien loin : « Sachez donc bien que vous trouvez en France, sous la République, tous les sentiments que vous lui apportez ! [...] Quant à d'autres encouragements, il ne serait pas convenable à nous de vous les donner. [...] Quand on n'a pas de sang dans les affaires d'un peuple, il n'est pas permis d'y avoir son intervention ni sa main. [...] Nous sommes en paix et nous désirons rester en bons rapports d'égalité, non avec telle ou telle partie de la Grande-Bretagne, mais avec la Grande-Bretagne toute entière ! [...] Nous ne ferons aucun acte, nous ne dirons aucune parole, nous n'adresserons aucune insinuation en contradiction avec les principes d'inviolabilité réciproque des

peuples, que nous avons proclamés et dont le continent recueille déjà les fruits ! [...] Nous recevons avec reconnaissance les témoignages d'amitié des différentes nationalités qui forment le grand faisceau britannique⁶⁶ ! »

- 32 L'échec de la mission marque un premier coup d'arrêt à l'enthousiasme révolutionnaire des Irlandais en 1848. Les délégués reviennent bredouilles, mais l'échec diplomatique masque la réalité d'autres paroles, beaucoup plus attentives et favorables aux attentes irlandaises. En effet, si la politique étrangère anglophile de Lamartine satisfait le duc de Normanby et reçoit un très bon accueil à Londres, elle est loin de faire l'unanimité dans le Paris de 1848. Le ministre semble d'ailleurs en avoir été conscient, tout au moins l'écrit-il un an plus tard, à la 3^e personne, en soulignant au passage un acte de courage : « Lamartine ne se dissimulait rien des clameurs que ces trois partis [le parti démagogique, le parti militaire et le parti catholique] allaient pousser contre lui, s'il osait refuser le concours de la République à une guerre civile contre l'Angleterre. Il l'osa néanmoins⁶⁷. » Charles Gavan Duffy précise que la réponse de Lamartine a notamment déplu, au sein même du gouvernement, à Louis Blanc et Ledru-Rollin. En privé et en leurs noms personnels, ces derniers auraient encouragé les représentants nationalistes dans leur lutte pour l'affranchissement du peuple irlandais⁶⁸.
- 33 Selon les historiens K. B. Nowlan et D. N. Petler, qui ont travaillé à partir des archives du *Foreign Office* à Londres, la délégation conduite par Smith O'Brien a par ailleurs reçu un accueil chaleureux dans plusieurs clubs de la capitale⁶⁹, ce qui irrite l'ambassadeur Normanby : Lamartine a été « fort maltraité, hier soir, dans beaucoup de clubs violents, et surtout dans celui de Blanqui, dont le discours en faveur de ces traîtres irlandais a été reçu avec enthousiasme. [...] Toutes ces assemblées certainement nourrissent le plus vif désir de voir le désordre politique s'introduire soit en Irlande, soit en Angleterre⁷⁰. » La floraison de clubs (plus de 250 sont ouverts en moins d'un mois, regroupant environ 50 000 personnes), dont la « formation devient la pratique distinctive de 1848⁷¹ », est l'expression d'une liberté de parole et d'association retrouvée. Ils constituent de formidables tribunes, au sein desquelles hommes et femmes se réunissent pour débattre, critiquer, proposer des projets politiques et sociaux, pour leur quartier, leur ville, le pays, le monde... Des voix s'y élèvent pour réclamer une diplomatie plus énergique face aux puissances monarchiques et aux traités de 1815. La gauche républicaine rappelle que l'aspiration à la liberté et à l'égalité n'a pas de frontières, qu'il s'agisse d'idéaux universels pour lesquels la République se doit d'intervenir, au nom de la fraternité entre les peuples, sur tous les fronts où les « patriotes étrangers » sollicitent son aide. En 1849, le jeune poète Louis Ménard se souvient : « On croyait que, tout en repoussant toute pensée de conquête, la France promettrait son appui à tous les peuples décidés à secouer le joug. La Pologne, l'Irlande, l'Italie croyaient pouvoir compter, sinon sur les armées, du moins sur la protection diplomatique de la France ; le rayonnement pacifique dont parlait Lamartine leur semblait peu efficace, et ils avaient espéré mieux que cette politique de métaphore⁷². »
- 34 Sans atteindre la mobilisation en faveur des Polonais – à l'image de la manifestation du 15 mai –, plusieurs indices témoignent de la solidarité et du soutien exprimés à l'égard de la cause irlandaise au printemps 1848. Le *Club de l'émancipation des peuples*, par ailleurs réputé proche de Lamartine, diffuse une affiche « AU PEUPLE D'IRLANDE⁷³ » au contenu très hostile à l'Angleterre. Dès les premières phrases, le ton est donné : « Il n'est pas de peuple sur la surface du globe qui ait été aussi indignement, aussi cruellement traité par des envahisseurs païens et barbares, que le peuple d'Irlande l'a été par la domination de

l'Angleterre chrétienne et civilisée.» Après un rappel des spoliations et des formes d'oppression dont les Anglais se sont rendus coupables en Irlande depuis le XII^e siècle, le texte appelle à l'action, en usant de mots qui contrastent avec ceux employés par Lamartine, même si rien ne permet de dire si l'affiche fait directement écho aux propos du ministre : « LIBERTÉ POUR L'IRLANDE. Après six siècles de la plus inhumaine oppression, que justice soit donc faite : il le faut ! il le faut. Car la France a sonné l'heure du réveil des nationalités et de l'affranchissement des peuples. [...] Préparez-vous ! [...] Fils de Gaël ! en avant pour la patrie, en avant ! Âme, cœur, bras et poitrine, le peuple de France sera avec vous [...] pour vous défendre et vous venger ! »

- 35 La réponse de Lamartine aux Irlandais a aussi été vertement condamnée dans certains organes de la nouvelle presse libre qui fleurit après l'abrogation des lois de Septembre. Dans son éditorial du 8 avril 1848, *La Vraie République*, quotidien fondé par le citoyen Thoré, membre du *Club de la Révolution* de Barbès, considère par exemple qu'en refusant de tendre la main aux Irlandais, le ministre a réjoui les contre-révolutionnaires du *Journal des débats*⁷⁴ et a porté un mauvais coup à la fraternité républicaine : « Oui, la République française doit faire alliance avec les partis qui luttent, comme nous l'avons fait nous-mêmes, contre une aristocratie condamnée à mort ! Oui, nous devons nous déclarer amis du parti de la Jeune Irlande, le seul actif, le seul qui veuille sérieusement ce qu'il dit et qui soit prêt à prendre les armes pour l'avoir⁷⁵. »
- 36 Dans les faits, la position de Lamartine l'a incontestablement emporté. Quand Smith O'Brien et une poignée de rebelles se sont décidés à prendre les armes près du village de Ballinarry, en juillet 1848, l'intervention de la République française n'était pas à l'ordre du jour.

Conclusions

- 37 Dans l'histoire des relations entre la France et l'Irlande, deux moments rares se succèdent entre la fin du XVIII^e siècle et le milieu du XIX^e siècle. Celui de la convergence révolutionnaire d'abord, dans les années 1790. Puis, tout aussi étonnant, en tous cas en histoire politique, celui au cours duquel l'Irlande fascine et inspire. Ce vif intérêt français pour O'Connell et le mouvement qu'il incarne dépasse le cercle restreint des partisans de la République. L'ensemble des familles politiques s'est en effet saisi de la figure protéiforme, devenue incontournable, du « Libérateur de l'Irlande ». Sans doute l'actualité d'une agitation qui déstabilise l'Angleterre a-t-elle contribué à attiser la curiosité des Français. Mais une telle renommée doit surtout au fait que les enjeux irlandais – l'affirmation de la souveraineté nationale, la question de la souveraineté populaire, de la mobilisation et de la représentation des masses en politique, etc. – font spectaculairement écho aux grandes débats transversaux qui agitent la société postrévolutionnaire. L'Irlande fait alors figure de laboratoire politique.
- 38 Toutefois, malgré ce qu'ont longtemps cru ou voulu croire les républicains de la monarchie de Juillet, la connexion avec les nationalistes irlandais est devenue impossible. Le cadre institutionnel proposé par O'Connell n'est plus la République, et le nationalisme qui s'impose entre la fin des années 1820 et la disparition du « Libérateur » en 1847 est au contraire largement bâti sur le rejet du mouvement des Irlandais Unis. Puis, pendant quelques mois en 1848, dans le sillage de la révolution en France, l'horizon républicain a refait surface sur l'île verte, mais cette fois ce sont les attentes irlandaises qui se sont trouvées en décalage, à contretemps, par rapport aux choix diplomatiques de la France.

39 Ce nouveau rendez-vous manqué n'a sans doute pas été vécu comme un échec par la majorité des Irlandais, aux prises avec la terrible famine qui sévit depuis 1846. À mesure que la survie devient la priorité pour une grande partie de la population, les forces prêtes à s'engager dans le combat politique se sont amenuisées. En France, l'intérêt pour le laboratoire politique irlandais se dissipe dans les mêmes années, et les commentaires renvoient de plus en plus à d'autres images depuis longtemps accolées à l'île : la pauvreté et la subordination, économique aussi bien que politique et sociale. Au milieu des années 1850, dans *L'Atelier du peintre*, Courbet choisit de représenter la misère du peuple dominé sous les traits d'une mendicante irlandaise allaitant son enfant à même le sol. Et pour Louis Blanc en 1862 : « La misère, on le sait, est l'état permanent de l'Irlande. On pourrait affirmer sans exagération que, depuis son union forcée avec l'Angleterre, l'Irlande n'a cessé d'être en peine de sa nourriture, de son vêtement et de son gîte. L'Irlande est le pays classique de la faim⁷⁶. »

NOTES

1. Voir Dorothy THOMPSON, « Seceding from the Seceders: The Decline of the Jacobin Tradition in Ireland, 1798-1850 », dans Dorothy Thompson, *Outsiders: Gender, Class and Nation*, Londres, Verso, 1993, p. 134-163. Dans ce bel article peu cité en France, l'historienne montre que l'incontestable déclin de la « tradition jacobine » en Irlande ne signifie cependant pas sa disparition complète, même si la plupart des « Irlandais qui, dans les années 1830 et 1840, ont proposé une stratégie alternative combinant nationalisme et programme démocratique radical vivaient et travaillaient presque tous hors d'Irlande » (p. 161). Sur l'île, la faible flamme a surtout été entretenue par les chartistes n'ayant pas émigré vers la Grande-Bretagne, tel Patrick O'Higgins (on peut lire en français une notice le concernant sur le site *Maitron-en-ligne* : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article139821>).
2. Extrait du premier discours d'O'Connell, prononcé le 13 janvier 1800, reproduit dans John O'Connell (dir.), *The Life and Speeches of Daniel O'Connell, M. P.*, Dublin, J. Duffy, 1846, vol. 1, p. 23.
3. Daniel O'CONNELL, « First Letter on the Repeal of the Union to the People of Ireland » (27 septembre 1830), dans Daniel O'Connell, *Letters on the Repeal of the Legislative Union, between Great Britain and Ireland*, Dublin, J. Hanvey, 1830, p. 4.
4. Déclaration d'O'Connell à la mort de Grattan (18 juin 1820), reproduite dans John O'Connell (dir.), *The Life and Speeches of Daniel O'Connell, op. cit.*, vol. 2, p. 283-284.
5. Voir notamment Joseph LEE, « Grattan's Parliament », dans Brian Farrell (dir.), *The Irish Parliamentary Tradition*, Dublin, Gill and Macmillan, 1973; Olivier COQUELIN, « Grattan's Parliament (1782-1800): Myth and Reality », dans Olivier Coquelin, Patrick Galliou, Thierry Robin (dir.), *Political Ideology in Ireland: From the Enlightenment to the Present*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing, 2009, p. 42-52. Voir aussi: Robert B. McDOWELL, « Parliamentary independence, 1782-1789 », dans Theodore W. Moody, William E. Vaughan (dir.), *A New History of Ireland, Volume IV, Eighteenth-Century Ireland 1691-1800*, Oxford, Oxford University Press, 1986, p. 265-288, en particulier p. 265-266; Sean J. CONNOLLY, *Divided Kingdom: Ireland, 1630-1800*, Oxford, Oxford University Press, 2008, notamment p. 420-421; Thomas BARTLETT, *Ireland: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 186 et suiv.

6. *Freeman's Journal*, 9 septembre 1844; *Illustrated London News*, 14 septembre 1844; Voir aussi Oliver MACDONAGH, *The Life of Daniel O'Connell, 1775-1847*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1991, p. 526-535.
7. Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell*, Shannon, Irish University Press, 1972-80, vol. 5, lettre 1957, à P.V. Fitzpatrick (21 février 1833).
8. *Life of Theobald Wolfe Tone, edited by his son William T.W. Tone*, Washington, Gales and Seaton, 1826, vol. 1, p. 346-347. Citation traduite par Olivier Coquelin.
9. Daniel O'CONNELL, « Fifth Letter to the People of Ireland » (1^{er} juillet 1838), dans Mary Frances Cusacks (dir.), *The Speeches and Public Letters of the Liberator; with Preface and Historical Notes*, Dublin, McGlashan and Gill, 1875, volume 2, p. 441.
10. La National Library of Ireland en conserve quelques-unes, par exemple: « Membership Card, Loyal National Repeal Association, 1845 », cote EPH A515.
11. Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell, op. cit.*, vol. 1, lettre 5, à son oncle Maurice (17/01/1793).
12. Tous les biographes s'accordent sur cette date symbole, mais aucun ne propose une source convaincante qui vienne corroborer ce qu'O'Connell aurait confié, vers 1840, à son ami et secrétaire personnel O'Neill Daunt (William J. O'NEILL DAUNT, *Personal Recollections of the Late Daniel O'Connell, M. P.*, Londres, Chapman & Hall, 1848, vol. 2, p. 94).
13. Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell, op. cit.*, vol. 1, lettre 6, à son oncle Maurice (21/03/1793).
14. Certains historiens suggèrent qu'il fut même un temps membre actif des Irlandais Unis (Oliver MACDONAGH, *The Life of Daniel O'Connell, op. cit.*, p. 54 et 63 ; Patrick GEOGHEGAN, *King Dan : The Rise of Daniel O'Connell, 1775-1829*, Dublin, Gill & Macmillan, 2008, p. 47, 50-52), mais là encore l'hypothèse, séduisante, repose sur quelques documents et témoignages *a posteriori*, dont il serait imprudent de surestimer la validité. Voir aussi Christopher J. WOODS, « Historical Revision: Was O'Connell a United Irishman? », *Irish Historical Studies*, vol. 35, n° 138, 2006, p. 173-183.
15. Sur le duel avec D'Esterre, lire en particulier la correspondance d'O'Connell en janvier et février 1815 : Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell, op. cit.*, vol. 2. Pour l'épisode du duel avorté avec Peel, voir Oliver MACDONAGH, *The Life of Daniel O'Connell, op. cit.*, p. 138-142.
16. Voir notamment Oliver MACDONAGH, *The Life of Daniel O'Connell, op. cit.*, p. 168-171 et Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell, op. cit.*, vol. 2, lettre 778, de J. Devereux (3 août 1819) ; lettre 837, au Général Bolívar (17 avril 1820) ; lettre 849, de son fils Morgan (13 août 1820) ; lettre 851, de son fils Morgan (25 août 1820), etc.
17. Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell, op. cit.*, vol. 3, lettre 1144, à J. Primrose (21 décembre 1824), note 1 et Patrick GEOGHEGAN, *King Dan, op. cit.*, p. 207.
18. Par exemple : Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell, op. cit.*, vol. 4, lettre 1716, à M. Staunton (11 octobre 1830).
19. Daniel O'CONNELL, « First Letter to the People of Ireland » (4 avril 1833), dans Mary Frances Cusacks (dir.), *The Speeches and Public Letters of the Liberator, op. cit.*, volume 2, p. 383.
20. *Life of Theobald Wolfe Tone, op. cit.*, p. 51-52, passage extrait de son autobiographie rédigée en 1796.
21. Daniel O'CONNELL, « Address to the Honest and Worthy People of the County Tipperary » (30 septembre 1828), dans Fergus O'Ferrall, *Catholic Emancipation: Daniel O'Connell and the Birth of Irish Democracy, 1820-30*, Dublin, Gill and Macmillan, 1985, citation placée en exergue du livre.
22. Discours d'O'Connell, reproduit dans *Freeman's Journal*, 9 septembre 1844.
23. Laurent COLANTONIO, « Exploring Daniel O'Connell's Political Ideology », dans Olivier Coquelin, Patrick Galliou, Thierry Robin (dir.), *Political Ideology in Ireland, op. cit.*, p. 68-81.

24. Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell*, op. cit., vol. 4, lettre 1597, à l'évêque Doyle (6 août 1829).
25. Gary OWENS, « Vizualizing the Liberator: Self-Fashioning, Dramaturgy, and the Construction of Daniel O'Connell », *Eire/Ireland*, n° 33, 1998, p. 103-130.
26. « Repeal Meeting on Tara Hill », *Illustrated London News*, 26 août 1843.
27. Arthur HOUSTON (dir.), *Daniel O'Connell: His Early Life and Journal, 1795-1802*, Londres, Pitman, 1906, entrée n° 72, 2 janvier 1799, p. 236.
28. Discours d'O'Connell, reproduit dans Charles GAVAN DUFFY, *Four Years of Irish History, 1845-1849. A Sequel to 'Young Ireland'*, Londres, Paris et New York, Cassell, Petter et Galpin, 1883, p. 192. Ou, dans le même esprit, en 1841 : « Je respecte la grandeur d'âme qui animait certains des participants à l'insurrection [de 1798], mais je dénonce avec la plus grande fermeté leur entreprise, car leur fatale politique à courte vue a provoqué l'union désastreuse de leur pays [avec la Grande-Bretagne]. » (*Freeman's Journal*, 20 mai 1841)
29. Extrait d'un discours publié dans le *Dublin Evening Post*, 28 février 1824. Quelques phrases plus loin : « Les quelques gouttes de liberté qui [à cette époque] ont coulé sur leurs lèvres desséchées ont rendu les Irlandais plus assoiffés encore. »
30. Maurice R. O'CONNELL (dir.), *The Correspondance of Daniel O'Connell*, op. cit., vol. 5, lettre 2369 b, à un ami à Rome (1837).
31. Pour de plus amples précisions sur ce « moment O'Connell » en France, je me permets de renvoyer à Laurent COLANTONIO, *Daniel O'Connell : un Irlandais au cœur du débat politique français, des dernières années de la Restauration à la Deuxième République*, thèse de doctorat en histoire sous la direction de Michèle Riot-Sarcey, Université Paris 8-Saint-Denis, 2001.
32. *Le National*, 22 juin 1835.
33. *Le National*, 16 décembre 1835, éditorial de Carrel.
34. Louis LE GUILLOU (dir.), *Correspondance générale de Lamennais*, Paris, Armand Colin, vol. 6, p. 495, lettre 2468, à Montalembert (6 octobre 1835).
35. Il s'agit de l'un des 27 portraits gravés sur acier accompagnant TIMON [Louis de Cormenin], *Livre des orateurs*, Paris, Pagnerre, 1842 (11^e édition consultable sur Gallica), planche hors texte.
36. Frances TROLLOPE, *Paris and the Parisians in 1835*, Paris, Galignani, 1836, vol. 1, p. 93.
37. Dans un prospectus diffusé en 1841, les futurs rédacteurs du quotidien républicain *La Réforme* se disent « convaincu[s] que les protestations violentes ne font que nuire à la cause sacrée du peuple » et proposent de mettre en œuvre d'autres moyens de pression. Société du journal *La Réforme, Programme du journal et acte de société*, Paris, au siège de la société, 1841, p. 2.
38. Élias RÉGNAULT, « Irlande », dans *Dictionnaire politique, encyclopédie du langage et de la science politique*, Paris, Pagnerre, 1842, p. 482.
39. Louis LE GUILLOU (dir.), *Correspondance générale de Lamennais*, op. cit., vol. 6, p. 499, lettre 2473, à Daniel O'Connell (18 octobre 1835) ; *Ibid.*, vol. 7, p. 649, appendice 1223, de Daniel O'Connell (20 mars 1838).
40. Voir une lettre de l'abbé Favre, datée du 4 mai 1835, citée en annexe de la lettre 2432, 28 avril 1835, dans Louis LE GUILLOU (dir.), *Correspondance générale de Lamennais*, op. cit., vol. 6, p. 453 ; *La Revue indépendante*, 25 juillet 1843.
41. Archives nationales, série Procès politiques de la Cour des Pairs (PP), affaire d'Avril 1834, dossier Arthur-Jacques Beaumont, CC 590, d1, n° 50 ; Interrogatoire de Arthur-Jacques Beaumont, dans *Procès des accusés d'avril devant la Cour des Pairs, publié de concert avec les accusés*, Paris, Pagnerre, 1835, vol. 4, p. 279.
42. Cette lettre est reproduite dans William FAGAN, *The Life and Times of Daniel O'Connell*, Cork, John O'Brien, 1847, vol. 2, p. 480-485. Il en existe des traductions partielles publiées dans la presse française : *Le Journal des débats*, 17 décembre 1835 ; *Le National*, 18 décembre 1835.

43. Interrogatoire d'Arthur-Jacques Beaumont, dans *Procès des accusés d'avril devant la Cour des Pairs*, *op. cit.*
44. La désillusion républicaine intervient cependant, mais assez tardivement. On peut la dater de l'été 1843, en particulier après le rejet par O'Connell d'une proposition de soutien armé adressée par Ledru-Rollin (Voir Laurent COLANTONIO, « Daniel O'Connell : un Irlandais au cœur du discours républicain pendant la monarchie de Juillet », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 20-21, 2000/1&2, p. 39-53.)
45. Archives du ministère des Affaires étrangères, Affaires diverses politiques (1815-1856), Angleterre, carton n° 5 (1834-1837), « renseignements de police ».
46. Pour d'autres exemples du regard peu aimable porté par O'Connell sur les républicains, lire par exemple : *Dublin Evening Post*, 20 juillet 1843 et 5 août 1843 ; *Freeman's Journal*, 4 octobre 1843.
47. Première ligne du poème « The Memory of the Dead », écrit par John Kells Ingram, publié la première fois sans signature dans *The Nation*, 1^{er} avril 1843.
48. Thomas DAVIS, « Tone's Grave » (La tombe de Tone), paru dans *The Nation* le 1^{er} mars 1843.
49. Sur la Jeune Irlande et le souvenir des Irlandais Unis: Sean RYDER, « Speaking of '98: Young Ireland and Republican Memory », *Eire-Ireland*, vol. 34, 1999, p. 51-69 et Peter COLLINS, *Who Fears to Speak of '98: Commemoration and the Continuing Impact of the United Irishmen*, Belfast, Ulster Historical Foundation, 2004, p. 16-24.
50. John Kells INGRAM, « The Memory of the Dead », *The Nation*, 1^{er} avril 1843.
51. Christine KINEALY, *Repeal and Revolution: 1848 in Ireland*, Manchester, Manchester University Press, 2009.
52. *The Nation*, 22 novembre 1845.
53. *The United Irishman*, 12 février 1848.
54. Les travaux sur l'Irlande et la révolution de 1848 (réception de l'événement, envoi de délégations en France, etc.) sont assez nombreux et se recoupent en partie. Dans les pages qui suivent, je m'appuie en particulier sur : Kevin B. NOWLAN, *The Politics of Repeal: A Study in the Relations between Great Britain and Ireland, 1841-1850*, Londres, Routledge & Kegan, 1965, p. 179-193 ; D. N. PETLER, « Ireland and France in 1848 », *Irish Historical Studies*, n° 96, novembre 1985, p. 493-505 ; Pierre JOANNON, « L'Irlande et la France en 1848 », *Études irlandaises*, n° 12-2, décembre 1987, p. 133-154 ; Robert SLOAN, *William Smith O'Brien and the Young Ireland Rebellion of 1848*, Dublin, Four Courts Press, 2000 ; Fabrice BENSIMON, *Les Britanniques face à la révolution française de 1848*, Paris, L'Harmattan, 2000, chap. 6 : « La réaction de l'Irlande » ; Christine KINEALY, *Repeal and Revolution: 1848 in Ireland*, *op. cit.*
55. John MITCHEL, *The Last Conquest of Ireland (Perhaps)*, Dublin, UCD Press, 2005 (1^e éd. en un vol. Glasgow, Cameron & Ferguson, 1861), chap. XIX, p. 164 et suivantes.
56. Lettre de John O'Connell, rédigée le 25 février, publiée dans *Freeman's Journal*, 1^{er} mars 1848.
57. *Freeman's Journal*, 7 mars 1848, avec notamment la reproduction d'une lettre à Ledru-Rollin (29 février 1848). Voir aussi John O'CONNELL, « Lettre à Andryane, 2 mars 1848 », dans Charles BOUTIN, *Les Murailles révolutionnaires de 1848*, Paris, Picard, 1868, 16^e éd., vol. 2.
58. La première citation (25 mars 1848) est tirée de Christine KINEALY, « "Brethren in Bondage" : Chartists, O'Connellites, Young Irelanders and the 1848 Uprising », dans Fintan Lane, Donal Ó Drisceoil (dir.), *Politics and the Irish Working Class, 1830-1945*, Londres, Palgrave Macmillan, 2005, p. 100 ; la seconde provient d'un discours de Meagher prononcé lors d'un « Meeting of the Irish Confederation », *The Nation*, 12 février 1848.
59. « The French Fashion », *The United Irishman*, 4 mars 1848.
60. James QUINN, *John Mitchel*, Dublin, UCD Press, 2008.
61. *Le Moniteur universel*, 18 mars 1848, p. 633.
62. Sur les délégations irlandaises et leur réception, lire en particulier D. N. PETLER, « Ireland and France in 1848 », *art. cit.*, et Pierre JOANNON, « L'Irlande et la France en 1848 », *art. cit.*

63. Les adresses lues à Lamartine par Smith O'Brien, O'Gorman et MacDermott, ainsi que la réponse de Lamartine, sont reproduites dans *Le Moniteur universel*, 4 avril 1848, p. 758-759. Un doute subsiste sur les objectifs de la délégation. Les Irlandais espéraient-ils plus que cette « amitié franche et loyale » mentionnée par Smith O'Brien ? Comptaient-ils négocier une intervention et/ou obtenir des armes auprès de la République, comme le laisse entendre Lamartine (Alphonse de LAMARTINE, *Histoire de la Révolution de 1848*, Paris, Perrotin, 2^e éd., 1849, vol. 2, p. 266-267 : « [Les] insurgés irlandais [sont] partis de Dublin pour venir demander des encouragements et des armes à la République française ») ? Smith O'Brien s'en défend (voir Robert SLOAN, *William Smith O'Brien and the Young Ireland Rebellion of 1848*, op. cit., p. 218-221) et Gavan Duffy, membre de la Confédération irlandaise en 1847-1848, réfute lui aussi cette version et écrit que la délégation attendait tout au plus du gouvernement qu'il encourage des volontaires français à s'engager, à titre individuel, aux côtés des Irlandais (Charles GAVAN DUFFY, *Four Years of Irish History*, op. cit., p. 566-567).
64. Alphonse de LAMARTINE, *Manifeste à l'Europe* (circulaire du 4 mars 1848 adressée aux représentations diplomatiques européennes), Paris, Barba et Garnot, 1848.
65. Dans ses souvenirs, Normanby relate avec minutie ses nombreuses interventions, quasi quotidiennes, auprès de Lamartine au sujet des députations irlandaises. Plus généralement, le livre témoigne des inquiétudes persistantes du gouvernement britannique quant à un éventuel soulèvement en Irlande soutenu par la France républicaine. Marquis de NORMANBY, *Une année de révolution, d'après un journal tenu à Paris en 1848*, Paris, Plon, 1858, vol. 1, ch. 6 (p. 251-253 et 256-262) et ch. 7 (p. 275-277, 279-280, 288-298).
66. *Le Moniteur universel*, 4 avril 1848, p. 759.
67. Alphonse de LAMARTINE, *Histoire de la Révolution de 1848*, op. cit., vol. 2, p. 267.
68. Charles GAVAN DUFFY, *Four Years of Irish History*, op. cit., p. 567 et 569. La proximité politique de Gavan Duffy avec les délégués commande toujours la prudence dans l'utilisation de son témoignage. Ici, il est corroboré, au moins pour ce qui concerne Ledru Rollin, par les travaux de l'historien Robert Sloan : dans les archives de Smith O'Brien, il a en effet trouvé un courrier de Ledru Rollin à Smith O'Brien, daté du 30 mars 1848, qui confirme les dires de Gavan Duffy (Robert SLOAN, *William Smith O'Brien and the Young Ireland Rebellion of 1848*, op. cit., p. 219).
69. Kevin B. NOWLAN, *The Politics of Repeal*, op. cit., chap. « The Repeal Movement in 1848 » ; D. N. P ETLER, « Ireland and France in 1848 », art. cit.
70. Marquis de NORMANBY, *Une année de révolution*, op. cit., vol. 1, p. 296.
71. Maurizio GRIBAUDI, Michèle RIOT-SARCEY, 1848. *La révolution oubliée*, Paris, La Découverte, 2008, p. 133-138, p. 133 pour la citation.
72. Louis MÉNARD, *Prologue d'une révolution, février-juin 1848*, 1849, réédition La Fabrique, 2007, p. 79-80, cité par Maurizio GRIBAUDI, Michèle RIOT-SARCEY, 1848. *La révolution oubliée*, op. cit., p. 142.
73. *République française. Au peuple d'Irlande, le club de l'Émancipation des peuples, salut et fraternité*, signé : le président, Suau, Paris, imprimerie de Thunot, sd [1848]. BNF : LB53-1606.
74. *Le Journal des débats* (5 et 7 avril 1848) approuve en effet la réponse de Lamartine, respectueuse de la paix et du droit des nations – l'Irlande étant envisagée ici comme une composante de la nation britannique.
75. *La Vraie République*, 8 avril 1848.
76. Louis BLANC, *Lettres sur l'Angleterre*, Paris, Lacroix et Verboeckhoven, 1866, vol. 2, p. 344, lettre CXI, 14 décembre 1862, citée par Grace Neville, « Remembering and Forgetting the Great Famine in France and Ireland », *New Hiberbia Review*, vol. 16, n° 4, 2012, p. 82.

RÉSUMÉS

Le premier dix-neuvième siècle n'est guère favorable aux idées républicaines, en France comme en Irlande. Sur l'île, la dynamique s'est éteinte, mais les références au « moment républicain » de la fin du XVIII^e siècle emplissent les discours des nationalistes. Daniel O'Connell trace les contours de son projet politique à l'aune des dernières décennies du XVIII^e siècle, entre admiration pour le « Parlement de Grattan » (1782), son modèle, et condamnation des « hommes de 98 » qui lui servent de repoussoir. En dépit de l'hostilité affichée par O'Connell, les républicains français lui vouent une profonde admiration au milieu des années 1830. L'histoire de cette illusion permet de mesurer la distance séparant deux entreprises politiques qui ont pourtant en commun de revendiquer la souveraineté populaire. En 1848, après la révolution de Février, l'idéal républicain retrouve quelques couleurs en Irlande, mais le Gouvernement Provisoire reste sourd aux appels des nationalistes irlandais.

During this first half of the 19th century, republican ideas did not find a receptive audience, whether in France or in Ireland. In the latter, despite the downplay of the republican dynamic, the 'Republican moment' in the late 18th century was prevalent in the nationalist discourse. Daniel O'Connell defined his own political project in reference and opposition to the last decades of the 18th century, showing both admiration for "Grattan's Parliament" of 1782, his model, and condemnation of the "men of 98", used as a repulsive counter-model. Despite his demonstrated hostility, French republicans showed a deep admiration for O'Connell in the mid-1830s. To map out the history of this delusion enables to measure the distance between the two political projects which had in common their reference to popular sovereignty. In 1848, following the February revolution, the republican ideal made a come-back in Ireland, but the call for help from the Irish nationalists fell on the deaf ears of the French Provisional Government.

INDEX

Mots-clés : Irlande, France, O'Connell, nationalisme, républicains, Jeune Irlande

Keywords : Ireland, France, O'Connell, nationalism, republicans, Young Ireland

AUTEUR

LAURENT COLANTONIO

Université du Québec à Montréal (UQAM)

colantonio.laurent@uqam.ca